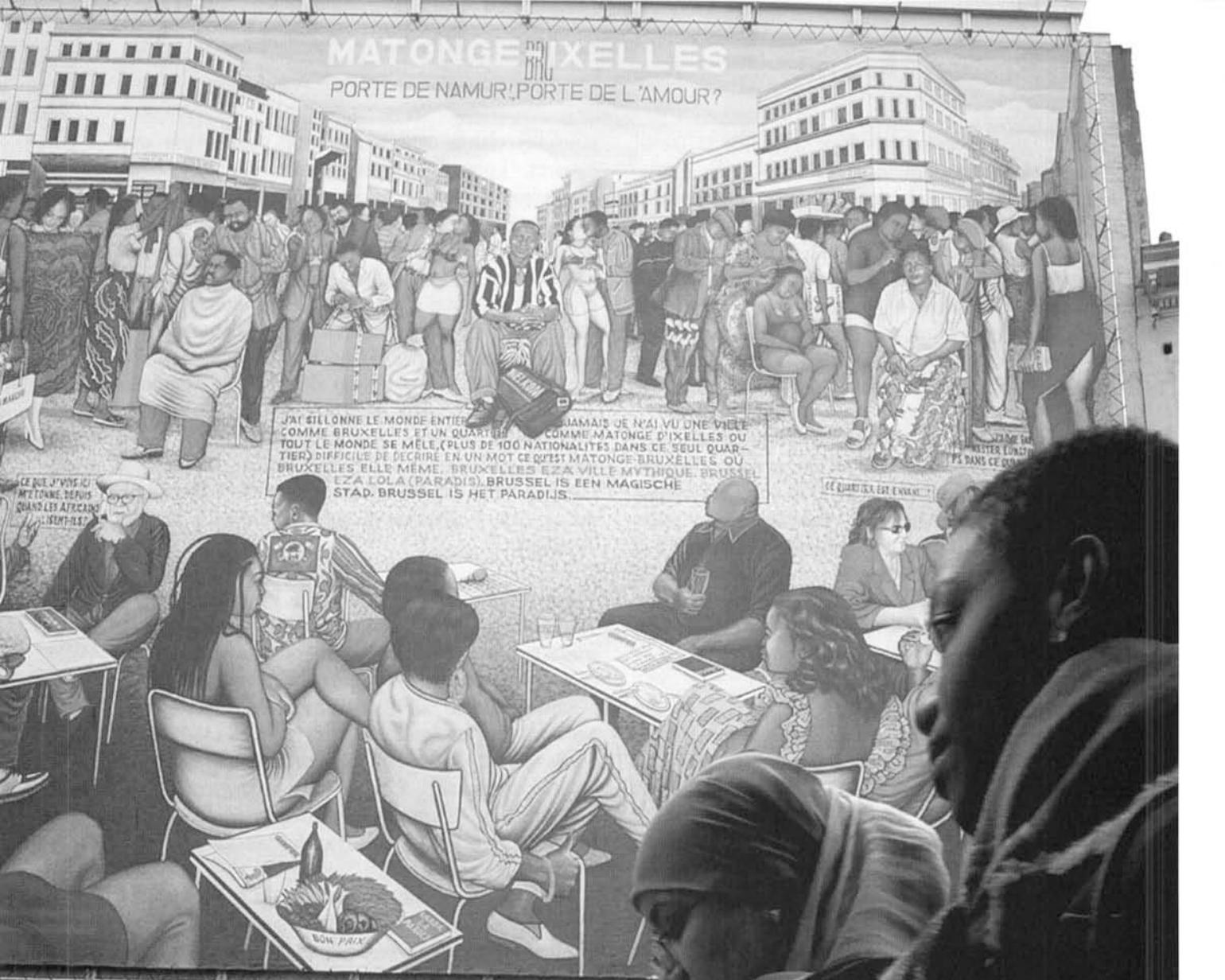


MATONGE BRUXELLES

PORTE DE NAMUR! PORTE DE L'AMOUR?



J'AI sillonné le monde entier, mais jamais je n'ai vu une ville comme Bruxelles et un quartier comme Matonge d'Ixelles ou tout le monde se mêle. Plus de 100 nationalités dans ce seul quartier! Difficile de décrire en un mot ce qu'est Matonge-Bruxelles ou Bruxelles elle-même. Bruxelles est la ville mythique. Brussel is a Lola (paradis). Brussel is het paradijs.

CE QUE J'Y VOIS MATONGE, DEPUIS QUAND LES AFRICAIS SONT ICI?

CE QU'EST CE QU'EST

HEMA

LE CARLE

LE CARLE

BRUXELLES RICHE, BRUXELLES PAUVRE

CONTRASTES, DISPERSION, CRÉATION CULTURELLE

Bruxelles, son agglomération, ses dix-neuf communes, ses 4000 associations, ses cinquante comités de quartiers, son patrimoine architectural varié, son système politique complexe, son côté « ville méditerranéenne » du Nord du fait de la présence d'une importante population turque et maghrébine, son statut de capitale fédérale, européenne... Bruxelles, ville plurielle, multiculturelle, mondiale inscrite dans l'ère des flux et du changement permanent est résolument une « cité obscure », inspiratrice des bandes dessinées de F. Schuiten et B. Peeters. À nulle autre pareille, elle offre à la fois l'image d'une capitale – virtuelle – européenne emportée par des flux, du mélange et celle – plus catastrophique – de la « bruxellisation » où, à deux pas de la célèbre Grand-Place, des chancres urbains existent depuis plus de vingt ans. Absorbée par la gestion d'un espace restreint – 160 km² –, enfermée dans des limites linguistiques qui la cantonnent à n'être qu'une ville de moins d'un million d'habitants, elle se présente comme un lieu qui ne peut faire figure de ville idéale.



«La promesse»
© C. Plenus - Prod DB

On n'en finirait plus de dénombrer les qualificatifs qui en feraient un lieu d'exception où se joue le devenir d'une région, d'une nation, d'une mondialisation. Elle est tout cela à la fois et son contraire. En effet, les discours et les représentations qui qualifient une ville qui se veut totale ont ceci de particulier que chaque fois que la ville est présentée comme un réceptacle de richesses de toutes sortes, les discours s'inversent pour

en dénier les qualités, les potentialités, le devenir. Bruxelles est pauvre et riche. C'est ce que nous allons chercher à montrer en prenant au pied de la lettre le caractère singulier d'une ville étriquée spatialement, socialement, culturellement et qui a été plus que toute autre mise à mal au niveau de son habitat, de son développement. Encore s'agit-il de se défaire d'une conception des rapports sociaux qui seraient par trop déterministe – ici les mots de fixité et de ségrégation conviendraient mieux en ce qui concerne le rapport à l'espace – alors que Bruxelles est traversée par une élasticité qui en fait un lieu particulier de la construction de la vie en ville. Au-delà du caractère apparent d'une stabilité qui ferait de Bruxelles le modèle d'une ville dualisée, c'est bien plus d'un basculement dont il s'agit. Basculement entre trois registres d'action où la ville, au-delà de son caractère riche et pauvre, est à la fois mosaïque sociale à travers ses modes de peuplement, labyrinthe politique et décisionnel et laboratoire de nouvelles manières de vivre en ville.

Capitale, Ville-Région, petite ville mondiale

Les sites web sont révélateurs de la manière dont la ville se met en scène. La première richesse de Bruxelles est constituée par une bataille d'images. L'étranger qui cherche à s'informer sur ce qu'il considère comme une cité historique préservée – la Grand-Place en est la figure emblématique – risque fort de sortir dubitatif de sa première visite. Le site officiel de la Région de Bruxelles-capitale (www.bruxelles.irisnet.be) plante le décor à partir de la multiplicité du « tout à la fois » : agglomération composée de 19 communes formant l'une des trois Régions de l'État fédéral belge, capitale du Royaume de Belgique, siège des Communautés française et flamande, siège de la Commission et du Conseil de l'Union Européenne. C'est l'occasion de mettre en avant une évidente richesse plurielle où se cumule une autonomie politique acquise depuis 1989, une intense vie diplomatique et un centre d'affaires qui en fait une ville internationale, une ville à l'épaisseur historique certaine – plus de 1000 ans d'histoire et

d'expression fixées dans la pierre –, une métropole à la vie interculturelle ouverte à tous les vents du monde d'aujourd'hui, une ville qui offre un accueil multilingue, une ville réputée de tout temps pour sa bonne chère et le caractère bon vivant de ses habitants, une ville encore où la citoyenneté se vit « au quotidien à travers une vie associative foisonnante et de tradition pluriséculaire, qui reflète un attachement solide aux droits et aux libertés de ses habitants ». Soit une sorte de tabernacle où le « compromis à la belge » trouve ses sources.

Au-delà de ces images caricaturales d'auto-affirmation d'une richesse plurielle, auto-affirmation qui relève de l'idéologie nationale où l'enchaînement « plus c'est petit, plus c'est complexe, plus c'est hors du commun, plus c'est singulier » fait l'objet d'une célébration, Bruxelles a des atouts : au cœur de l'Europe, elle occupe une place – au propre et au figuré – non négligeable dans le classement des villes en mouvement. Comme le soulignait le projet de plan régional de développement (PRD, 2001), Bruxelles a « un potentiel important pour une capitale internationale à taille humaine ». Potentiel économique d'abord puisqu'elle est deuxième ville d'accueil de congrès internationaux, quatrième parc immobilier de bureaux en Europe, parce qu'elle concentre 15 % du PIB national sur son territoire et draine un emploi sur six en Belgique, qu'elle est au cinquième rang des métropoles européennes choisies comme lieu d'implantation et de localisation des entreprises après Londres, Paris, Francfort et Amsterdam. Les entrepreneurs y apprécient sa population polyglotte, l'accès au marché, la disponibilité de surfaces de bureaux. L'autre richesse, c'est son caractère cosmopolite, la diversité des communautés locales, l'apport des diverses cultures qui coexistent avec la présence des institutions européennes. Enfin, sa situation au croisement des cultures latine et germanique en fait « une ville ouverte, tournée vers l'extérieur ». Dès lors, le signe avéré de la richesse est double : à la fois diverse culturellement et bien placée internationalement, Bruxelles « dépasse largement la réalité institutionnelle de Capitale de l'Europe », ce qui fait dire aux concepteurs du plan régional de développement que cette dimension doit être intégrée dans tous les aspects du projet de ville. Autrement dit, dans la version officielle, Bruxelles conjugue richesse intérieure et extérieure qui en ferait l'âme de l'Europe pour promouvoir une culture mobile. Superbe prétention qui, analytiquement parlant, est au cœur de la problématique bruxelloise et ses limites : jusqu'où aller trop loin dans l'ouverture et quel est le rapport singulier qui se tisse entre le petit intérieur bruxellois et le grand extérieur belge, européen, mondial ?

C'est qu'il y a bien sûr l'envers du décor. Là, il faut

changer de sites internet. « Vous vivez à Bruxelles. Vous appréciez sa dimension humaine, sa richesse architecturale, sa diversité culturelle. Certains jours, pourtant, vous pestez contre les chancres, les voitures, la pollution, la saleté... Alors, vous vous surprenez à rêver d'une autre ville, de Bruxelles autrement ». Cette porte d'entrée est celle du site d'Inter-environnement Bruxelles (www.ieb.be) qui fédère une cinquantaine de comités de quartiers depuis trente ans et lorsqu'on y pénètre, les représentations de la ville sont marquées par une autre sorte de richesse : pression immobilière importante, bruit et pollution intenses, dégradation des quartiers centraux, exode urbain à peine stabilisé, usage abusif de la voiture, nuisances environnementales nombreuses... Une image de Bruxelles menacée continuellement par un ensemble d'agressions que les pouvoirs publics semblent impuissants à enrayer. Cette menace est double : le départ des enfants des Bruxellois vers les communes plus vertes de la périphérie et une urbanisation qui, dès 1960, a fait des ravages plus que dans n'importe quelle autre ville au monde, avec une morgue et une absence de sens de l'anticipation qui n'auraient pas étonné Baudelaire. De La Marolle au Quartier Nord, l'ancrage des comités de quartiers a d'abord été celui de la défense physique de l'espace, des lieux, des cafés. Avec bien des désillusions. Bruxelles a voulu se donner des airs de World Trade Center, de ville globale, symboliquement au service du capital. En trente ans, c'est bien les comités d'habitants qui ont contribué au sauvetage du réseau de trams, à la mise en place de politiques de rénovation de l'habitat, à la protection du patrimoine bâti et des espaces verts, à la mise en place d'une pression continue pour que les habitants puissent s'exprimer, grâce aux enquêtes publiques, sur les projets divers et variés qui touchaient leur cadre de vie... sous la forme d'un travail sans fin et toujours à recommencer devant les menaces de ce qu'il est convenu d'appeler à Bruxelles « l'urbanisme du fait accompli » ou encore « bruxellisation ». Celle-ci fait aussi partie de la richesse de Bruxelles puisqu'elle a fait l'objet de démolitions, de plans disparates, d'incoordinations notoires, de spéculations systématiques. On assiste alors à une inversion de tout ce qui fait le « potentiel économique » de la ville. Alors, à l'image de Bruxelles riche de ses potentialités se substitue celle d'une ville sans identité culturelle précise qui cumulerait de manière chaotique les dimensions d'une capitale européenne (55 % des répondants¹), d'une ville de culture (38 %), d'une ville d'affaires (25 %), 15 % seulement faisant mention de son « art de vivre ». Richesse du potentiel virtuel, richesse de la dénégation se conjugue pour

1. Étude de l'impact de l'événementiel sur l'activité touristique de Bruxelles à partir de l'exposition Magritte, PRD (2001), p. 116.



Une ville au service du capital
© M. Vanden Eeckhoudt - Agence Vu

faire de la ville un ensemble disparate – un « chaos aléatoire² » – qui oscille en permanence entre la valorisation de ses potentialités à se prétendre une ville mondiale, ouverte sur l'extérieur et les déficits intérieurs multiples de son existence de ville menacée par l'extérieur. Cette oscillation est au cœur de ce qui constitue la singularité d'une ville où les discours, la pratique des lieux, les rêves, les virtualités se trament dans un espace territorialement restreint où l'extérieur menace toujours l'intérieur et où ce dernier vient dénier la possibilité de mettre fin aux menaces qui pèsent sur la ville. Pour comprendre Bruxelles, il faut savoir pratiquer les jeux d'échelle à partir d'un triptyque bigarré où les figures du riche et du pauvre se démultiplient : Bruxelles est à la fois une mosaïque sociale et culturelle, un labyrinthe décisionnel et un laboratoire urbain où la recherche de la créativité est vécue comme un enjeu essentiel pour échapper aux pesanteurs des inégalités sociales. Elle est profondément traversée par la recherche d'une affirmation contradictoire, faite de basculements où le riche et le pauvre s'inversent à travers des registres

d'action mettant en jeu à la fois l'ouverture, la protection et la créativité.

Bruxelles-mosaïque

À première vue, le fond du décor est constitué par une dualité spatiale où sont installées des inégalités sociales et culturelles. Il a fallu un certain temps pour que celles-ci soient reconnues. En effet, la plupart des écrits sur Bruxelles dans les années soixante-dix et quatre-vingt se sont concentrés sur les ravages qu'avaient produit la « bruxellisation » ou encore le projet d'un certain nombre d'hommes politiques et de promoteurs d'en faire une ville américaine avec autoroutes urbaines et World Trade Center. Et ce au détriment de quartiers anciens où vivait une population à faible revenu. Il faut attendre 1985 pour que deux géographes sociaux – Walter De Lannoy et Christian Kesteloot (1985) – mettent en évidence le rapport entre mosaïque résidentielle et processus de ségrégation. La démonstration sur Bruxelles est exemplaire autour de deux propositions : la différenciation résidentielle est le reflet des oppositions sociales et des grandes inégalités ; la répartition inégale des groupes sociaux dans l'espace urbain entraîne à son tour des chances inégales d'épanouissement pour les groupes concernés. À partir de là, tenant compte du développement concentrique de Bruxelles depuis 1830 – un centre appelé le pentagone, des communes de première et de deuxième couronne –, la ville se caractérise par des modes de peuplement différencié et ségrégués engendrés par le marché du logement. Trois niveaux de polarisation spatiale se superposent à Bruxelles : un premier niveau concerne la suburbanisation, un deuxième une polarisation à l'intérieur même de Bruxelles, un troisième une série de quartiers présentant un ensemble de problèmes locaux et de dégradations. La suburbanisation a eu pour effet le déclin démographique de Bruxelles – la ville a perdu 120 000 habitants depuis 1967 – et encouragé une migration sélective des populations riches et des classes moyennes qui a vidé la ville de ses citoyens les plus aisés. Sont restés ceux qui n'avaient pas la possibilité de faire mouvement : personnes âgées, travailleurs peu qualifiés, petits indépendants, jeunes peu qualifiés. À ces populations sont venus se joindre dans les années soixante une population immigrée. À la périphérie les riches, y compris étrangers, au centre une population diversifiée aux revenus faibles, composée de ménages d'une personne – pouvant représenter dans certaines communes plus de 60 % des ménages – et des

2. L'expression est d'Hervé Cnudde, militant urbain qui a été une des figures de proue de l'Atelier de recherche et d'action urbaine, association qui s'est fait connaître par son opposition systématique à la politique de destruction et par ses contre-projets d'aménagement associant de près les habitants des quartiers.



«Dans le métro de Bruxelles»
© F. Bodeux

familles nombreuses d'origine étrangère. La polarisation à l'intérieur de Bruxelles a été déterminée par un marché locatif privé caractérisé par des logements de faible qualité et qui sont occupés par des ménages pour qui d'autres types de logement sont inaccessibles. On y retrouve une concentration de populations immigrées qui y ont développé des entreprises ethniques et sont devenues propriétaires-occupants après avoir été des « acheteurs de fortune » occupant des logements délabrés. Enfin, la troisième polarisation est constituée par un renforcement de la deuxième mais dans des quartiers spécifiques où on retrouve de 70 à 80 % d'étrangers à dominante maghrébine et turque ; ces quartiers situés principalement au centre-ouest et au bas de la ville concentrent une population étrangère jeune, les 15-24 ans y représentant parfois près de 20 % de la population et parmi ces jeunes, 80 % sont d'origine étrangère. Le faible niveau de réussite scolaire, les difficultés engendrées par le fait qu'à Bruxelles, pour occuper un emploi dans le secteur privé il vaut mieux savoir parler les deux langues, le français et le néerlandais, les discriminations sur le marché du travail, tout indique que ces jeunes sont dans une spirale de marginalisation qui les font apparaître comme « classe dangereuse » à Bruxelles.

C'est ici que se rencontrent sur le terrain des variations qui ne manquent pas d'étonner l'étranger de passage. À y regarder de plus près (Leloup, 2002), dans une commune de la première couronne, située dans le haut de la ville, Ixelles, l'augmentation de la pauvreté et de la précarité est évidente. Les effets de la polarisation multiple se conjuguent pour accentuer la proportion du sous-emploi au sein de la population active comme elle contraint à la précarité et à la pauvreté un nombre toujours plus important de personnes. Les ruptures biographiques ne concernent plus seulement une population qui est qualifiée de « noyau dur » de la pauvreté mais aussi des petits indépendants dont l'affaire a fait faillite, des jeunes qui atteignent l'âge de la majorité ou terminent leurs études et se retrouvent sans ressources, des personnes dont une large proportion de femmes avec enfants qui vivent une séparation de leur

couple, des personnes sur-endettées. Massification de la précarité qui prend des formes diverses et se diffuse dans l'espace résidentiel : sous-emploi conjugué à une situation d'isolement, maladie et sentiment de solitude, exil et difficulté de relogement liée à la spéculation immobilière, déclin commercial et problèmes liés à un héritage... un ensemble de situations variées qui racontent comment les trajectoires et les histoires de vie des individus occupant les positions inférieures de la hiérarchie sociale basculent dans des itinéraires de vie troublés et chaotiques, suite à un événement personnel et tragique, une rupture dans le parcours professionnel ou une lente dégradation de leur situation économique. La précarité ne recouvre pas seulement le problème du sous-emploi mais est également liée à l'isolement social, à l'état du logement et à la santé physique ou mentale de la personne. Dans leur dimension urbaine, les figures de la précarité éclairent les différentes formes spatiales selon lesquelles les populations démunies s'insèrent dans l'espace résidentiel et trouvent à se loger sans qu'il soit possible d'associer processus de précarisation et quartier de pauvreté. S'il existe, à des échelles réduites, des concentrations de la précarité et de la pauvreté dans certains espaces résidentiels, elles répondent à plusieurs logiques alliant les effets des projets immobiliers sur l'espace urbanisé et des trajectoires d'accès à la propriété, la population précaire s'insérant alors dans des espaces très diversifiés, tant en termes de qualité que de coûts. Des réseaux informels d'échange et d'information contribuent inlassablement au peuplement des mêmes espaces dégradés de la ville, en l'absence de leur fermeture définitive et d'une solution structurelle de relogement organisée par les pouvoirs publics.

Bruxelles-labyrinthe

Alors qu'en 1970, les investigations sur Bruxelles cherchaient encore à identifier qui prenait les décisions, aujourd'hui la question consiste à savoir comment elles se prennent. Ici aussi, le riche et le pauvre se conjuguent à travers un inextricable tableau institutionnel. La richesse prend ici la forme de la diversité et de l'éclatement.

La région de Bruxelles-capitale est dotée depuis 1989 d'une autonomie politique comparable aux Régions flamande et wallonne. Autrement dit, les Bruxellois élisent directement pour une durée de cinq ans leurs représentants régionaux – 75 députés dont 65 francophones et 10 néerlandophones³ – qui constituent le Parlement au Conseil Régional. Celui-ci élit ses membres du Gouvernement composé d'un Ministre-président, de quatre ministres et de trois secrétaires

3. La composition de l'actuel gouvernement bruxellois associe libéraux francophones et néerlandophones, socialistes et sociaux-chrétiens flamands. Le Ministre-président est un libéral francophone. Les sociaux-chrétiens francophones et les écologistes sont dans l'opposition.

d'État. Si la Région dispose d'une administration régionale, elle confie diverses missions d'utilité publique à des organismes para-régionaux – au nombre de 11 – couvrant les différentes compétences du pouvoir régional (logement, propreté, tourisme, développement économique, environnement...) et d'association sans but lucratif (ASBL) d'intérêt régional (Technopol, Bruxelles Congrès, Bureau de liaison Bruxelles-Europe...). Rien que de très normal si on compare à un *land* allemand ou à une région française. Là où la diversité joue à plein, c'est dans le mode de représentation des deux groupes linguistiques – francophone et néerlandophone – en



Bruxelles solitude
© M. Vanden Eeckhoudt - Agence Vu

ce qui concerne les compétences liées aux personnes – enseignement, culture, santé, formation professionnelle... Trois institutions ont été créées afin d'assurer la gestion de ces compétences : la première – la Commission communautaire française (Cocof) – est formée des 65 élus francophones du parlement bruxellois et s'occupe des organisations francophones de Bruxelles, par exemple les soins à domicile ou les théâtres ; la deuxième – la *Vlaamse Gemeenschap Commissie*⁴ (VGC) – est composée par les dix élus flamands. Pour gérer les problèmes communs aux deux groupes linguistiques – la politique hospitalière ou la politique de lutte contre la pauvreté par exemple –, les constituants ont imaginé une institution faisant le lien entre les deux, soit la Commission communautaire commune (Cocom). Nous sommes en présence d'un échafaudage qui, sur le papier, semble logique et qui atteste de l'ingénierie institutionnelle complexe que nécessite la représentation des groupes linguistiques mais qui complexifie à l'extrême la prise de décision : chaque « communauté » cherche à affirmer sa politique en soulignant les différences avec l'autre ; la lenteur de la prise de décision caractérise les modes de fonctionnement. Ainsi, chaque année, la Commission communautaire commune a pour mission d'établir un rapport sur l'état de la pauvreté dans la Région de Bruxelles-capitale qui passe en revue les problèmes

d'inégalités de revenus, de logement, de soins de santé, d'emploi-formation, des personnes sans-abri ou encore de la citoyenneté et de la participation ; ce rapport fait l'objet de recommandations ayant pour but d'éclaircir les choix politiques et de proposer les mesures les plus efficaces dans la lutte contre la pauvreté. Le problème est que ces recommandations sont établies après que les débats sur le budget soient clôturés pour la Commission communautaire commune et que les budgets soient votés dans les autres assemblées. En même temps, on assiste à une fuite en avant en ce qui concerne la production des données statistiques avec la mise en place d'une multiplicité d'observatoires – du logement, de la santé, de l'emploi, des quartiers... qui relèvent de pouvoirs différents et qui viennent renforcer l'impression pour le citoyen d'une extrême dispersion doublée d'un cloisonnement chaotique. Car si la richesse institutionnelle génère de la dispersion, elle génère aussi un éclatement repérable au niveau des services qui sont offerts aux habitants. Cette richesse se transforme alors en une relation éparpillée entre associations et institutions. C'est la face sombre d'un mode de fonctionnement cloisonné : hyper-institutionnalisation des problèmes ; faible coordination des missions et des territoires d'action ; multiplicité des pouvoirs de tutelle tant administrative que politique ; existence de « boîtes noires » en ce qui concerne la qualité des services offerts et l'évaluation de l'action souvent confondues avec le contrôle réglementaire ; confusion entre l'action sanitaire et l'action sociale, la première étant considérée comme ayant une meilleure visibilité – mesurable – en termes de procédures et de normes contrôlées en ce qui concerne l'affectation des moyens ; concertation institutionnelle limitée à des tours de table favorisant l'autarcie de chaque secteur et non leur complémentarité ; prédominance du recours aux professionnels quant à l'offre de service et faible saisie de l'existence de réseaux sociaux... En fait, on est en présence d'un cercle vicieux autour de trois manières de fonctionner tant dans le chef des administrations que dans celui du secteur subventionné : les pratiques sont très autarciques ; les emplois sont précaires ; la méconnaissance est souvent réciproque au point que chacun oublie pourquoi il reçoit des subventions et que chacun néglige l'autre et se sent négligé sans toujours mettre cette frustration en relation avec les problèmes de la population. La multiplicité et la diversité des institutions de toutes sortes, la faible transversalité des actions et des pratiques, et la culture associative dont un des traits dominants à Bruxelles est que chaque association cherche à assurer un service total font de Bruxelles un labyrinthe dont on pourra dire facilement

4. La commission communautaire néerlandophone.

qu'il a l'avantage de « tout offrir » en même temps qu'il génère une pauvreté sur laquelle cette multiplicité d'interventions a peu d'impact.

Bruxelles-laboratoire

Pourtant Bruxelles n'est pas qu'une ville en morceaux ou un labyrinthe. Si les problèmes que nous venons d'aborder viennent renforcer l'image du chaos aléatoire où les différences sociales et culturelles, les prises de décision, les cloisonnements divers s'empilent, en même temps ce sont autant d'éléments qui font de la ville un laboratoire où les uns et les autres cherchent à mettre fin à la destruction et au déclin qui la caractérisait.

Avec le « projet de ville » que le premier Ministre-président de la région mettra en chantier dès la mise en place des institutions régionales bruxelloises en 1989, le gouvernement bruxellois a voulu résolument affirmer sa volonté de « gérer l'avenir de la région et définir ses priorités à l'horizon 2005 » ; ce plan, outre qu'il s'affirme comme porté par une vision globale « permettant de mettre fin à la politique du « coup par coup » et de maîtriser le libre jeu du marché pour mieux rencontrer les besoins sociaux des Bruxellois », décline un ensemble de mesures qui, comme le disent les ministres responsables, a été guidé par une double exigence : « les attentes des habitants et le renforcement du dynamisme économique de la Région ». Si le discours politique se veut, sinon lénifiant, à tout le moins rassurant – faire de Bruxelles une ville agréable à vivre, une ville d'équilibre, une cité conviviale, une ville belle, une ville animée –, les observateurs ont retenu la volonté d'ordonner la gestion de l'espace à travers un ensemble de principes généraux de composition urbaine qui sont autant de normes qui conjuguent la modernisation du tissu économique, une politique volontariste de logement, le renforcement de la centralité et de l'identité de la ville... C'est ici que Bruxelles devient laboratoire dans la mesure où le projet de ville est fondé sur la volonté de préserver un tissu mixte « en empêchant la diffusion des bureaux dans le tissu résidentiel et en réduisant la pression automobile » et en privilégiant l'embellissement de la ville à travers le réaménagement des espaces publics, la gestion des espaces verts, la protection du patrimoine urbain. Résultat très provisoire : le cadre physique et matériel de la ville va mieux mais le « retour en ville » prévu est très modeste (moins de 5000 habitants ces quatre dernières années). Ce qui est plus repérable, c'est l'action au niveau du patrimoine, tout simplement au niveau du nombre de façades entretenues, rénovées. Bruxelles se met tout doucement en situation de devenir « ville musée ». En même temps, le laboratoire bruxellois est traversé par la confusion – entretenue – entre rénovation et réhabilitation et ses conséquences – choix d'un



La parade Zinuke aux portes des sièges sociaux
© D.R.

développement mono-centré, traitement de la question sociale par amélioration de la forme urbaine, tendance au maintien des particularismes locaux... Cette politique volontariste de réparation ne va pas sans souci de la mixité. Bruxelles est aussi une ville du mélange et de la fracture. Cette combinaison décline la mise en évidence de la spécificité bruxelloise tant au plan institutionnel – Bruxelles comme maillon fédérateur de la Belgique, comme lieu de pacification communautaire – qu'au plan métropolitain. Le projet politique renvoie encore et toujours à la recherche d'un équilibre mis en péril par deux menaces – « le repli identitaire et l'égoïsme régionaliste ». Il met en tension d'une part le projet social-démocrate d'une société solidaire qui cherche à compenser le libre jeu du marché en se préoccupant de la « fracture sociale » et de la « fracture territoriale » (entre communes riches et pauvres) et, d'autre part, l'eupéanisation d'une capitale qui « doit d'abord incarner les valeurs de respect mutuel des cultures et de solidarité économique », pour reprendre les termes en usage courant. La gouvernance urbaine est obnubilée par ce va-et-vient entre cette double fracture dont elle espère sortir en pratiquant une politique d'encadrement socio-territorial de peuplement, en fixant les gens dans des espaces revitalisés (Francq, 2000).

Changeons d'échelle. Si nous nous plaçons au

niveau des relations que les gens entretiennent ou non entre eux, si nous nous posons la question « comment vivent-ils ensemble ? », nous sommes amenés à prendre de la distance par rapport à ce volontarisme politique. Bruxelles apparaît alors comme un laboratoire urbain qui combine quatre constructions : la ville est un lieu de tension entre générations ; elle est traversée par un mouvement révélateur de la construction du sujet moderne pris entre la poursuite d'une altérité et un isolement recherché ; elle est le lieu de temporalités différentes ; enfin, elle est un espace de création culturelle.

Lieu de tension entre générations : comment vivent ensemble les jeunes adultes, les personnes âgées ? Une recherche menée sur une zone géographique d'une commune bruxelloise (Ixelles) a mis en évidence l'existence de fractures générationnelles importantes dans un espace dont les pourtours sont constitués par un territoire éclaté alors que l'intérieur de la zone combine trois figures : un espace encombré, des espaces abandonnés et d'autres sauvegardés. Sur le plan générationnel, une première image du changement oppose les catégories de distance, de méconnaissance et de séparation et permet de saisir la nature – transitoire – qui régit les relations entre générations : il y a ceux qui sont partis, ceux qui sont obligés de rester, ceux qui sont de passage. Ces trois modes façonnent fortement les conduites des acteurs sociaux. Les personnes âgées développent une forte nostalgie de l'homogénéité où « les autres » sont perçus de trois manières : la distance avec ceux qui sont de passage, la présence pesante des étrangers, leur rejet. Les jeunes adultes (étudiants, jeunes ménages, artistes) développent une exaltation de l'hétérogénéité à travers un rapport au temps fait de « hasard mitigé », de légèreté, de rencontres – virtuelles et réelles – sous le signe du mélange où les autres sont perçus de trois manières : fragilité des rencontres hasardeuses, séparation d'avec les vieux, faiblesses du sujet personnel. Ce qui est remarquable, c'est que le rapport entre personnes âgées et jeunes adultes fonctionne en miroir dans la mise à distance de l'autre : pour les premiers, ce sont les étrangers alors que pour les seconds, ce sont les vieux. À chaque fois, la tolérance se réduit quand on aborde le problème de relations non plus virtuelles mais réelles à travers les rencontres dans l'espace. La difficulté de « vivre ensemble » passe par la construction temporelle et spatiale du rapport à l'autre et de la manière de vivre l'isolement.

Deuxième dimension du laboratoire urbain : la ville est traversée par un mouvement révélateur de la construction du sujet moderne pris entre la poursuite d'une altérité et un isolement recherché. Nous avons montré (Leloup, 2000) comment la ville se développe sur fond d'individualisation des comportements. Cette caractéristique est d'autant plus marquée chez les personnes vivant seules qu'elles investissent l'espace

résidentiel et ses normes de coexistence à partir d'une expérience particulière qui les voit osciller, tour à tour, entre subjectivité et reconnaissance, repli sur soi et sociabilité. Elles tracent ainsi une nouvelle figure de la modernité ajustant sur de nouvelles bases le logement aux territoires, les espaces privés et publics de l'échange.

Troisième dimension du laboratoire : la ville est le lieu de temporalités différentes. C'est que la question du temps occupe une place cruciale dans la mesure où ses échelles condensent les tensions entre générations et celles entre isolement et altérité. À l'échelle d'un quartier, à Bruxelles, l'exploration monographique (Pierart, 1999) d'un lieu ayant connu des bouleversements tant architecturaux que sociaux, ravagé par l'extension du Parlement européen, nous a permis de mettre en évidence des temporalités décalées ; celles-ci sont traversées par des dynamiques qui ont caractérisé une action urbaine qui a développé une lutte culturelle où la démocratie, l'expertise, la mixité et la citoyenneté s'enchevêtrent. Ici, le quartier est figure emblématique d'un triple enjeu, ambigu, ambivalent : l'élargissement d'une défense communautaire dans un contexte du type « havre de paix » où la défense du patrimoine se combine avec la recherche d'une redéfinition des espaces publics ; la volonté de mener un accord exemplaire pour mettre fin à une gouvernance urbaine qui favorise par trop un urbanisme de « la place nette » ; un projet de revitalisation d'un espace où la différenciation sociale est forte et où il est question, sinon de sauvegarder, à tout le moins de privilégier une mixité. L'usage du quartier pose ici la question du rapport entre les groupes sociaux qui, sans s'opposer, restent pourtant séparés, le projet de mixité relevant plus de l'auto-proclamation de la part de la population la plus cultivée, la plus experte que d'une construction effective.

Dernier trait du laboratoire urbain, la ville est un espace de création culturelle. Si elle peut être qualifiée par des équipements culturels – théâtre, cinéma, lieu de fête, café, bar – qui la rendent plus ou moins attractive, plus ou moins « moderne », la ville se différencie bien plus par la fréquentation des espaces publics, des passages, des intervalles, des lieux où se déploient des rencontres, des manières de « s'exposer », de se « mettre en scène » dans le rapport distance-proximité ; ici, c'est la figure classique de l'étranger, au sens de celui qui est « toujours proche et lointain », « comme affirmation radicale d'une interchangeabilité absolue » (Martuccelli, 1995, p. 247) qui est emblématique de la vie-en-ville. La ville est plus encore un espace de création et de réalisation du sujet personnel ; il s'agit ici plus d'un espace où oscille la réalisation et la maîtrise de soi et son inachèvement ; ici, la figure du métis, au sens de celui qui est entre « les deux extrêmes des mobilisations [...] : la paralysie ou le mouvement perpétuel » ou encore entre

« l'immobilisme et la frénésie » (Martuccelli, 1995, p. 255) doit être interrogée dans la mesure où elle paraît emblématique de la vie-en-ville. Ce sont sans doute les artistes et ceux qui créent ou participent à des innovations culturelles qui développent le plus de légèreté dans leur rapport à Bruxelles : ils ont souvent choisi d'y venir parce que le rythme est plus lent qu'à Paris ou à New York, que le temps y est moins compressé, que les lieux sont moins épais ; la diversité des activités culturelles, du théâtre au cinéma en passant par la danse, leur donne entière satisfaction ; la légèreté du temps ne les oblige pas à réussir, à faire parler de soi absolument... comme une préservation de la société des flux.

Consommateur, étranger, métis, la gradation permet de situer les différentes manières de vivre en ville, seul lieu qui permet aujourd'hui de ne pas se laisser enfermer ni dans des inégalités économiques, ni dans des rôles sociaux. C'est la re-découverte que « l'air de la ville rend libre » et la possibilité pour le sujet personnel d'échapper aux flux et aux identités communautaires en affirmant sa création culturelle. C'est sans aucun doute ce qui fait de Bruxelles une ville ouverte, protégée et créative où se joue un mouvement incertain entre l'affirmation des différences et la prégnance des inégalités.

Bernard Francq, Xavier Leloup

RÉFÉRENCES

De Lannoy W., Kesteloot C., (1985), « Différenciation résidentielle et processus de ségrégation », *Bulletin du Crédit communal de Belgique*, n° 154, pp. 137-150.

Francq B., (2000), « La ville : savoirs urbains, normes et citoyenneté », *Recherches sociologiques*, volume XXXI, n° 1, pp. 85-96.

Leloup X., (2000), « Isolement résidentiel et normativité sociale dans les quartiers urbains », *Recherches sociologiques*, volume XXXI, n° 1, pp. 135-145.

Leloup X., (2002), *La ville de l'Autre. Effets de composition et registres du rapport à l'autre dans un espace pluriel* (Ixelles), Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain (sous presse).

Martuccelli D., (1995), *Décalages*, Paris, Presses Universitaires de France, Coll. Sociologie d'aujourd'hui.

Pierart J., (1999), « Quartier Léopold : Temporalités et action urbaine. Modeste contribution à la recherche du sens de la ville », *Recherches sociologiques*, Vol. XXX, n° 1, pp. 61-83.

Région de Bruxelles-Capitale (2001), *Projet de plan régional de développement*.

Bernard Francq est sociologue, professeur à l'Unité d'anthropologie et de sociologie de l'Université de Louvain-La-Neuve, chercheur au CADIS (EHESS/Paris). Ses travaux récents ont porté sur les transformations du syndicalisme et sur la problématique du sans-abrisme. Il travaille actuellement sur les relations entre espace résidentiel, quartier et politique culturelle.

<francq@anso.ucl.ac.be>

Xavier Leloup est sociologue et est actuellement stagiaire post-doctoral au Centre d'Études Ethniques des Universités Montréalaises (CEETUM) dans le cadre d'un programme de recherche sur les modes de peuplement, les transformations de l'espace urbain et la gestion de la diversité dans les équipements collectifs. Il a publié *La ségrégation résidentielle* chez L'Harmattan en 1999.

<xavier.leloup@umontreal.ca>